

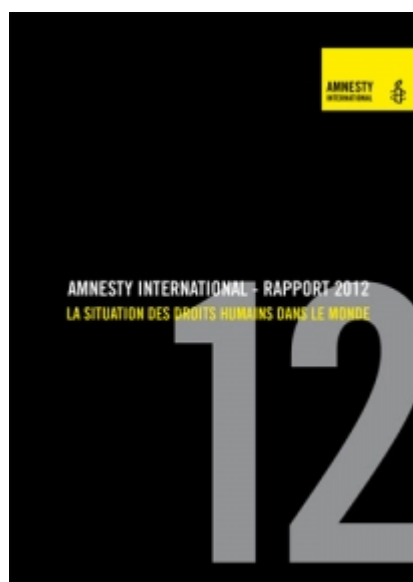
Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Rapport-Annuel-Amnesty-International-2012-Situation-Droits-Humains-dans-le-monde.html>

50e Rapport annuel sur la situation des droits humains
dans le monde

Rapport Amnesty International 2012 : c'est la rue qui gouverne

- Humain - Contribution Sociale -



Date de mise en ligne : mercredi 30 mai 2012

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

Le courage dont ont fait preuve les manifestants au cours de l'année écoulée a été de pair avec les défaillances du Conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré Amnesty International à l'occasion de la publication de son 50e rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde. L'organisation a lancé à cette occasion un appel en vue de l'adoption cette année d'un traité fort sur le commerce des armes.

« La défaillance du pouvoir politique est un phénomène désormais mondial, a déclaré Salil Shetty, le secrétaire général de l'organisation. D'un pays à l'autre, on a vu l'an dernier des responsables politiques répondre aux manifestations par la brutalité ou par l'indifférence. Les gouvernements doivent faire montre de leur légitimité à diriger et refuser l'injustice en protégeant les plus faibles et en modérant les actions des plus puissants. Il est temps de faire passer les êtres humains avant les entreprises, et les droits avant les profits. »

Le soutien enthousiaste aux mouvements de protestation exprimé haut et fort par de nombreuses puissances mondiales et régionales au début de 2011 ne s'est pas traduit en actes. À l'heure où les Égyptiens se rendent aux urnes pour élire un nouveau président, l'impression de plus en plus dominante est qu'on laisse passer successivement toutes les occasions de changement ouvertes par les contestataires.

« Avec les manoeuvres des puissances mondiales cherchant à peser au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, on a vu bien trop souvent au cours de l'année écoulée les alliances opportunistes et les intérêts financiers s'exercer au détriment des droits humains, a poursuivi Salil Shetty. On sort le discours sur les droits humains lorsqu'il sert les visées des responsables politiques ou économiques, et l'on s'empresse de le ranger au placard lorsqu'il devient gênant ou qu'il fait obstacle au profit. »

Après s'être montré impuissant face à la situation au Sri Lanka, puis incapable d'agir sur la question des crimes contre l'humanité en Syrie - l'un des principaux clients de la Russie en matière d'armement -, le Conseil de sécurité de l'ONU, censé être le gardien de la paix mondiale, apparaît bien inefficace dans cette mission. Quant aux puissances émergentes que sont l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, elles ont trop souvent montré un silence complice.

« Il apparaît clairement et de manière impérieuse que la situation en Syrie doit être déférée à la Cour pénale internationale afin qu'elle ouvre une enquête pour crimes contre l'humanité. La détermination de certains membres du Conseil de sécurité à protéger la Syrie à tout prix permet à celle-ci de ne pas rendre de comptes pour ces crimes. C'est une trahison du peuple syrien », a affirmé Salil Shetty.

Le Rapport 2012 d'Amnesty International recense des restrictions spécifiques à la liberté d'expression dans 91 pays et des cas de torture ou d'autres mauvais traitements - infligés bien souvent à des personnes en raison de leur participation à des manifestations - dans 101 pays.

« Il ne suffit pas de se débarrasser de tel ou tel dirigeant, aussi tyrannique soit-il, pour instaurer un changement durable. Les gouvernements doivent respecter le droit à la liberté d'expression, chez eux et à l'étranger ; ils doivent prendre au sérieux leurs responsabilités au niveau international et investir dans des systèmes et des structures qui garantissent la justice, la liberté et l'égalité devant la loi. »

La conférence des Nations unies prévue en juillet 2012 en vue de l'adoption d'un traité sur le commerce des armes sera l'épreuve de vérité pour les responsables politiques : ce sera le moment pour eux de placer le respect des droits humains au-dessus du profit et de leurs propres intérêts. Sans un traité fort, le Conseil de sécurité de l'ONU semble promis à l'échec dans son rôle de gardien de la paix et de la sécurité internationales. Ses membres permanents, qui sont les plus gros fournisseurs d'armes de la planète, détiennent en effet le droit de veto sur toutes les résolutions.

« Les manifestants ont montré que le changement était possible. Ils ont mis les gouvernements au défi, les sommant d'agir pour la justice, l'égalité et la dignité. Ils ont montré que les dirigeants qui font fi de ces attentes ne seraient plus tolérés. Après un début difficile, 2012 doit devenir l'année de l'action », a conclu Salil Shetty.

Les autres tendances et points importants dans le monde mis en lumière par le Rapport 2012 d'Amnesty International :

▶ Des États très répressifs, notamment la Chine, déploient tout l'arsenal de leur appareil sécuritaire pour étouffer la contestation. La situation dramatique des droits humains en Corée du Nord n'a pas connu la moindre amélioration.

▶ Les soulèvements intervenus au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont trouvé un écho très fort auprès de la population en Afrique subsaharienne. Dans des pays comme l'Angola, l'Ouganda ou le Sénégal, une force excessive a été déployée contre les manifestants.

▶ La contestation sociale s'est amplifiée dans les Amériques et a souvent débouché sur une confrontation directe entre le peuple et de puissants intérêts économiques et politiques. Des militants ont été menacés et tués, notamment au Brésil, en Colombie et au Mexique.

▶ La Russie a connu une mobilisation toujours croissante de la société civile et les plus grandes manifestations jamais organisées depuis la chute de l'Union soviétique. Mais celles et ceux qui exprimaient leur opposition au régime ont été brutalisés et dénigrés de manière systématique.

▶ Aucun signe de changement important n'est apparu dans des pays tels que l'Ouzbékistan ou le Turkménistan. En Azerbaïdjan, pays qui accueille en 2012 le concours Eurovision de la chanson, la liberté d'expression est réprimée et 16 prisonniers d'opinion sont toujours derrière les barreaux pour avoir voulu faire entendre leur voix en 2011.

▶ Le vote du Soudan du Sud en faveur de son indépendance a été suivi de violences. Mais là encore, le Conseil de sécurité - comme l'Union africaine - n'a pas condamné les violations, y compris les bombardements aveugles menés par les Forces armées soudanaises et l'interdiction d'accès aux États concernés imposée par le gouvernement soudanais aux organisations humanitaires.

▶ Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, alors que le monde entier avait les yeux rivés sur les soulèvements populaires, d'autres problèmes graves se sont envenimés. De plus en plus isolé, le gouvernement iranien ne tolérait aucune opposition et a recouru à la peine de mort avec une frénésie seulement dépassée par celle de la Chine. L'Arabie saoudite a déployé ses moyens répressifs contre les manifestants. Israël a maintenu le blocus de la bande de Gaza, prolongeant la crise humanitaire dans le territoire, et poursuivi l'expansion des colonies illégales en Cisjordanie. Les organisations politiques palestiniennes du Fatah et du Hamas s'en sont prises aux partisans du camp opposé. L'armée israélienne et des groupes armés palestiniens se sont livrés à l'engrenage des attaques et des représailles à Gaza.

▶ Le gouvernement du Myanmar a pris la décision marquante de remettre en liberté plus de 300 prisonniers politiques et d'autoriser Aung San Suu Kyi à se présenter aux élections. Mais un certain nombre d'éléments sont venus rappeler que le changement demeurerait limité : les violations des droits humains liées au conflit se sont accrues dans les régions où vivent des minorités ethniques, et les persécutions et arrestations de militants se sont poursuivies.

▶ Parmi les grandes tendances, on peut retenir la poursuite des violations des droits des communautés indigènes dans les Amériques, dans un contexte marqué par l'avidité toujours plus grande vis-à-vis de l'exploitation des ressources ; une discrimination croissante en Afrique sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre ; la montée du discours xénophobe chez certains responsables politiques européens ; et une plus grande vulnérabilité au terrorisme des groupes armés islamistes en Afrique.

▶ Des évolutions positives sont également à relever, notamment la tendance mondiale en faveur de l'abolition de la peine de mort ; le lent recul de l'impunité des crimes commis dans le passé dans les Amériques ; et des avancées marquantes sur le chemin de la justice en Europe, avec l'arrestation du général Ratko Mladić et du Serbe de Croatie Goran Hadžić, qui seront jugés pour les crimes commis dans les années 1990 dans l'ex-Yougoslavie.

Les droits humains dans le monde, région par région

Afrique. Les mouvements populaires qui ont déferlé en Afrique du Nord ont trouvé un écho chez les populations d'Afrique sub-saharienne, en particulier dans les pays dirigés par des gouvernements répressifs. Syndicalistes, étudiants et figures de l'opposition politique se sont mobilisés pour organiser des manifestations. Mus par leurs aspirations politiques, leur quête d'une plus grande liberté et un profond sentiment de frustration né d'une vie marquée par le dénuement, des hommes et des femmes sont descendus dans la rue pour dénoncer l'augmentation du coût de la vie et protester contre leur situation économique et sociale désespérée. [Les droits humains en Afrique »](#)

Amériques. Le 11 août 2011, la juge Patrícia Acioli est morte devant son domicile, à Niterói, dans l'État de Rio de Janeiro, atteinte de 21 balles tirées par des agents de la police militaire brésilienne. Sa longue expérience en matière pénale dans des affaires concernant des policiers impliqués dans des violations des droits humains lui avaient déjà valu de nombreuses menaces de mort. En octobre, 11 policiers, dont un commandant, ont été arrêtés et inculpés. Selon certaines informations, lorsqu'elle a été assassinée Patrícia Acioli dirigeait une enquête sur l'implication présumée de ces policiers dans des exécutions extrajudiciaires et des activités criminelles. Sa mort a porté un coup dur au mouvement brésilien de défense des droits humains, mais son inlassable quête de justice reste un exemple pour toutes celles et tous ceux qui, comme elle, refusent que les atteintes aux libertés fondamentales soient passées sous silence. [Les droits humains en Amériques »](#)

Asie-Pacifique. Sentant le vent du changement politique souffler depuis le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, plusieurs gouvernements de la région Asie-Pacifique ont réagi en accentuant, dans leurs efforts pour se maintenir au pouvoir, la répression des revendications relatives aux droits humains et à la dignité. Parallèlement, le succès des soulèvements en Tunisie et en Égypte a incité les défenseurs des droits humains, les militants et les journalistes en Asie à faire entendre eux aussi leur voix, en utilisant à la fois les nouvelles technologies et des méthodes militantes plus classiques pour dénoncer les violations de leurs droits. [Les droits humains en Asie-Pacifique »](#)

Europe et Asie centrale. La cavale de l'un des hommes les plus recherchés d'Europe s'est terminée par un matin de printemps dans un petit village de Serbie. Accusé, entre autres, du meurtre de 8 000 hommes et jeunes garçons de Srebrenica, Ratko Mladić allait enfin devoir affronter la justice. Deux mois plus tard, le Serbe de Croatie Goran

Had-i , dernier inculpé du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie encore en liberté, était à son tour arrêté en Serbie et transféré à La Haye.

[Les droits humains en Europe et Asie centrale »](#)

Moyen-Orient et Afrique du Nord. L'année 2011 a été particulièrement riche en événements pour les peuples et les États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Elle a été synonyme de soulèvements populaires et de tumulte sans précédent. Les revendications, les exigences et les protestations, jusque-là contenues, d'une génération montante ont balayé des dirigeants qui étaient en place depuis longtemps et qui, presque jusqu'à leur chute, semblaient pratiquement inattaquables. À la fin de l'année, d'autres s'accrochaient toujours au pouvoir par les moyens les plus impitoyables, leur avenir étant en jeu. La région toute entière était alors encore sous le choc des secousses persistantes et des répercussions du séisme politique et social qui l'avait frappée au cours des premiers mois de 2011. Malgré les nombreuses incertitudes qui demeuraient, les événements qui se sont déroulés au cours de l'année semblaient devoir être tout aussi importants pour les habitants de la région que la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'empire soviétique pour les peuples d'Europe et d'Asie centrale. [Les droits humains en Moyen-Orient et Afrique du Nord »](#)

Télécharger le Rapport

- [Faits et chiffres - rapport annuel 2012](#)
- [Synthèse du rapport annuel 2012](#)
- [Rapport annuel 2012 - tour d'horizon depuis le 1er janvier 2012](#)

Soutenir Amnesty

« L'argent peut cacher des choses terribles. Amnesty International est financièrement indépendant des gouvernements et des multinationales. Seuls vos dons soutiennent nos actions »